

---

# Le partenariat économique Chine-Allemagne

## Une interdépendance croissante

---

**Margot Schüller**

*Janvier 2010*

Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa)

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et économiques, chercheurs et experts à l'échelle internationale.

Avec son antenne à Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme l'un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

*Les opinions exprimées dans ce texte  
n'engagent que la responsabilité de l'auteur.*

**Les "Notes du Cerfa" font l'objet d'un soutien  
de la Fondation Robert Bosch,  
dans le cadre du "Dialogue d'avenir franco-allemand".**

**Robert Bosch Stiftung**

Traduction : Camille Tirfoin

Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa)

© Tous droits réservés, Ifri, 2010

ISBN : 978-2-86592-651-0

**IFRI**

27 rue de la Procession  
75740 Paris cedex 15 - France  
TEL.: 33 (0)1 40 61 60 00  
FAX: 33 (0)1 40 61 60 60  
E-Mail: [ifri@ifri.org](mailto:ifri@ifri.org)

**IFRI-BRUXELLES**

Rue Marie-Thérèse, 21  
B -1000 Bruxelles - Belgique  
TEL.: 32(2) 238 51 10  
FAX: 32(2) 238 51 15  
E-Mail: [info.bruxelles@ifri.org](mailto:info.bruxelles@ifri.org)

SITE INTERNET: [ifri.org](http://ifri.org)

# Notes du Cerfa

---

Publiée depuis 2003 à un rythme mensuel, cette collection est consacrée à l'analyse de l'évolution politique, économique et sociale de l'Allemagne contemporaine : politique étrangère, politique intérieure, politique économique et questions de société. Les *Notes du Cerfa* sont des textes concis, à caractère scientifique et de nature « policy oriented ». Envoyées gratuitement à plus de 2 000 abonnés sous forme électronique, à l'instar des *Visions franco-allemandes*, les *Notes du Cerfa* sont accessibles sur le site Internet du Cerfa, où elles peuvent être consultées et téléchargées gratuitement.

## ***Dernières publications du Cerfa***

Christophe Blot, Stefan Kooths, « Forces et faiblesses des modèles économiques : débat franco-allemand sur la crise et ses conséquences », *Visions franco-allemandes*, n° 15, décembre 2009

Manuela Glaab, Michael Weigl, « Les élections au Bundestag 2009 : campagne électorale, résultats et formation du gouvernement », *Note du Cerfa*, n° 70, décembre 2009

Julia Sattler, « L'engagement culturel : la politique culturelle extérieure de l'Allemagne depuis 1989 », *Note du Cerfa*, n° 69, novembre 2009

Frank Thomas Koch, « Les nouveaux länder 20 ans après la chute du Mur », *Note du Cerfa*, n° 68, novembre 2009

## Auteur

---

**Margot Schüller** est chercheuse à l'Institut d'études asiatiques (Institut für Asien-Studien) de l'Institut Leibniz allemand d'études globales et régionales/German Institute of Global and Area Studies (GIGA) de Hambourg

Ses principaux thèmes de recherche se concentrent sur le développement économique de la Chine, en particulier sur la transformation économique du pays, sur son intégration dans l'économie mondiale, sur ses coopérations économiques régionales et sur la réforme du secteur des banques en Chine.

Margot Schüller est membre du comité « systèmes économiques et économie des institutions » de l'Association pour la politique sociale (Verein für Sozialpolitik) et présidente de la Société allemande pour la connaissance de l'Asie (Deutsche Gesellschaft für Asienkunde). Elle intervient sur des thèmes d'économie et de politique et enseigne régulièrement dans divers instituts d'études supérieures.

# Sommaire

---

<b>RESUME.....</b>	<b>4</b>
<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>5</b>
<b>LE RESEAU INSTITUTIONNEL DES RELATIONS GERMANO-CHINOISES .....</b>	<b>7</b>
<b>DEVELOPPEMENT DES ECHANGES COMMERCIAUX BILATERAUX.....</b>	<b>10</b>
<b>COOPERATION AU DEVELOPPEMENT ET RELATIONS D'INVESTISSEMENTS.....</b>	<b>13</b>
<b>DEFIS POUR L'EVOLUTION DES FUTURES RELATIONS ECONOMIQUES ....</b>	<b>19</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE .....</b>	<b>21</b>

## Résumé

---

L'ascension de la Chine au statut de principal partenaire économique de l'Allemagne en Asie s'explique principalement par la complémentarité des économies allemandes et chinoises. L'Allemagne, en raison de son industrie high-tech, constitue un important fournisseur de machines et d'installations pour les transferts de technologies tandis que la Chine offre aux entreprises allemandes un marché attractif pour la vente de produits et sert de site de production bon marché aux entreprises de transformation.

Un réseau institutionnel étroit d'organisations publiques et privées a été fondé précisément en vue de renforcer les relations économiques bilatérales ; ce réseau joue un rôle d'amortisseur des baisses d'intensité des relations économiques et a permis jusqu'à présent de surmonter les conflits politiques entre les deux pays.

Soulignons que la structure des échanges du commerce bilatéral germano-chinois s'éloigne de plus en plus des échanges entre un pays industrialisé et un pays en développement pour se rapprocher de la structure des échanges qui prévaut entre deux pays industrialisés. La compétitivité croissante des entreprises chinoises au niveau international s'accompagne d'un changement de statut de la Chine, passée d'un statut de bénéficiaire des aides financières allemandes au développement à celui d'investisseur en Allemagne.

L'évolution future des relations économiques bilatérales dépend en grande partie du frein à la montée de mesures protectionnistes au niveau de l'Union Européenne, mais aussi en Chine. En outre, le piratage de produits allemands par les entreprises chinoises pèsera aussi fortement sur les relations entre l'Allemagne et la Chine.

## Introduction

---

L'Allemagne et la Chine, outre leur éloignement géographique, présentent de fortes différences politiques et culturelles. Pour autant, les relations économiques entre les deux pays se sont développées très rapidement d'un point de vue tant qualitatif que quantitatif. Si les différences de systèmes politiques ont plusieurs fois engendré des controverses entre les deux gouvernements, les relations économiques qui lient les deux États n'en ont pas été affectées. L'économie florissante de la Chine en a fait dès 2002 le débouché principal des produits allemands en Asie, détrônant le Japon de sa position traditionnelle de principal partenaire commercial dans la région. La Chine occupe aussi une place toujours plus importante à la fois en tant que pays d'accueil et pays exportateur d'investissements directs.

Ce développement continu des relations économiques est avant tout le fruit des réformes en Chine, dont le rythme s'est accéléré depuis le milieu des années 1990. L'entrée de la Chine dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC) fin 2001 a marqué l'achèvement d'un processus d'adaptation de plusieurs années de l'économie intérieure chinoise aux standards du commerce international et aux exigences de l'économie de marché. Si des différences de systèmes persistent, la Chine constitue aujourd'hui un partenaire attractif pour l'économie allemande en raison, d'une part, de ses transformations internes et, d'autre part, de l'accroissement exceptionnel de son poids politique et économique. Les acteurs économiques allemands ont tout d'abord dû s'habituer à la nouvelle assurance de la Chine qui est devenue un acteur mondial et qui joue un rôle majeur sur tous les marchés, aussi bien dans le secteur de l'énergie que sur des questions comme l'environnement et le climat. Les entrepreneurs et dirigeants allemands ont été irrités par l'accent nouveau mis sur les intérêts économiques nationaux dans le cadre de la crise financière mondiale, qui s'est manifesté par le mot d'ordre « *buy chinese* », mais aussi par la forte inflexion en faveur d'un développement technologique autonome. Inversement, la partie chinoise a été confrontée à plusieurs reprises à des déclarations déformées d'hommes politiques allemands, dont les effets sur la relation bilatérale n'avaient certainement pas été suffisamment mesurés.

La première partie de cet article démontrera que la toile des structures institutionnelles dans laquelle les relations commerciales

bilatérales sont entremêlées a servi d'amortisseur à des baisses de long terme du commerce et des investissements. Depuis la reprise des relations diplomatiques, le réseau d'organisations privées et publiques s'est en effet densifié et reflète la complexité croissante des partenariats économiques. La seconde partie de cette étude expliquera pourquoi la structure des marchandises dans les échanges commerciaux entre l'Allemagne et la Chine est davantage à rapprocher de la structure des échanges entre deux pays industrialisés que de celle d'un pays industrialisé avec un pays en voie de développement. La troisième partie analysera la transformation de la Chine d'un statut d'État bénéficiaire des aides au développement allemandes à celui d'investisseur en Allemagne, en montrant que l'évolution de la coopération entre l'Allemagne et la Chine a toujours été portée par des intérêts mutuels et a dépassé la classique aide financière au développement pour se transformer en partenariat stratégique. Sera également proposée une analyse des relations d'investissement réciproques et de l'intérêt du « site de production Allemagne » (Standort Deutschland) pour les entreprises chinoises. Enfin, si les relations économiques de l'Allemagne et de la Chine sont souvent décrites comme une « success story », elles renferment toutefois un potentiel de conflit relativement élevé. La quatrième partie de cette étude s'attachera à offrir une vision des défis auxquels l'évolution des relations commerciales sera confrontée, avec un focus sur les transferts de technologie et la politique industrielle.



## **Le réseau institutionnel des relations germano-chinoises**

---

Le cadre institutionnel œuvrant au développement des relations économiques bilatérales s'est considérablement amélioré au cours de ces dix dernières années. La visite régulière de représentants de haut rang du gouvernement a été complétée par des forums de discussion au niveau ministériel et par des groupes de travail sur des thèmes transversaux ou appliqués à des secteurs spécifiques. La quasi-totalité des ministères est impliquée dans ce réseau institutionnel, notamment le ministère fédéral de l'Économie et des Technologies (Bundesministerium für Wirtschaft und Technologie, BMWI), qui organise, outre des conférences régulières portant sur les hautes technologies, un important forum de discussion pour les entreprises allemandes et chinoises. Le comité économique mixte germano-chinois peut également être compris comme un instrument au service de l'extension des relations commerciales bilatérales, avec une palette de thèmes comprenant avant tout la promotion de la circulation des marchandises, l'intensification des relations réciproques d'investissement ainsi que le renforcement des transferts de technologies. L'intérêt d'une telle commission mixte réside dans le fait qu'aussi bien les représentants du gouvernement que de l'économie, c'est-à-dire les syndicats et les entreprises, participent aux manifestations qu'elle organise régulièrement.

On ne peut pas parler de la coopération économique sans mentionner le rôle joué par l'accord-cadre germano-chinois, dans la mesure où ce dernier n'inclut pas seulement le commerce extérieur mais également les questions de transferts de technologies, de coopération en matière de recherche, de développement et de production, d'entreprises industrielles, d'échanges d'experts et de coopération dans le secteur des services. Le premier accord régissant le développement des relations économiques communes, signé en 1979, a été remplacé par un nouvel accord mi-2000. Outre les institutions fédérales, les länder et les communes œuvrent également de manière active à l'organisation et à la promotion des relations économiques germano-chinoises.

Outre le ministère fédéral de l'Économie et des Technologies (BMWI), c'est principalement le ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung, BMZ) qui entretient

des relations institutionnelles étroites avec les organisations partenaires chinoises. Pour une coopération au développement « sur un pied d'égalité », des processus intensifs de concertation sont nécessaires, qui supposent un échange régulier entre les différents ministères compétents. Le ministère fédéral de l'Éducation et de la Recherche (Bundesministerium für Bildung und Forschung, BMBF) joue également un rôle important dans le développement à long terme des relations économiques, dans le cadre, notamment, de la coopération scientifique et technologique. La coopération en matière d'éducation repose sur un accord signé en 1978, qu'un nouvel accord a élargi en 2008. La complexité de la coopération en matière de recherche et d'éducation est reflétée entre autres par l'existence de neuf comités de pilotage et de plusieurs groupes de recherche communs. En outre, les formes de cette coopération ont aussi connu une transformation ces dernières années car la Chine, en raison de ses avancées scientifiques et technologiques considérables, n'a plus été considérée comme un pays en voie de développement, mais davantage comme un partenaire égal en termes de responsabilité et de droits. Afin de renforcer les relations bilatérales en matière de recherche et d'éducation, la ministre allemande de l'Éducation et de la Recherche et le ministre chinois de la Science et de la Technologie ont ouvert ensemble, fin mars 2009, « l'année germano-chinoise de la Science et de l'Éducation 2009-2010 ». Le but de ce projet est d'intensifier la coopération structurelle sur le long terme et de développer des projets communs dans les domaines de la recherche en matière de climat, d'énergie et de santé<sup>1</sup>.

Au niveau des groupements économiques privés, le Comité Asie-Pacifique de l'Économie allemande (Asien-Pazifik-Ausschuss der Deutschen Wirtschaft, APA) joue un rôle clé de porte-parole de l'économie allemande en Asie au regard des politiques menées par l'Allemagne et les pays asiatiques. En tant qu'initiative commune aux Fédérations de l'industrie allemande (Trägerverbände Bund Deutscher Industrie, BDI), à la Fédération allemande des chambres de commerce et d'industrie (Deutscher Industrie und Handelskammertag, DIHK), à l'Association est-asiatique (Ostasiatischer Verein, OAV), à la Fédération allemande du commerce de gros, du commerce extérieur et des services (Bundesverband Großhandel, Außenhandel, Dienstleistungen e.V., BGA) et au syndicat des banques (Bankenverbandes), l'APA fédère les intérêts de l'économie allemande et élabore des propositions. En Chine, les entreprises allemandes sont prises en charge et leurs intérêts sont défendus par les chambres de commerce de Pékin, Shanghai et Guangzhou. En outre, la création d'un nouveau consulat allemand en Chine (à côté de Shanghai, entre Chengdu et

---

<sup>1</sup> Source : site du ministère allemand des affaires étrangères, <http://www.auswaertiges-amt.de/>

Guangzhou) et de consulats chinois en Allemagne (Francfort, Hambourg et Munich) a contribué au soutien de la coopération germano-chinoise.

Le réseau institutionnel ainsi resserré a permis que les différentes situations conflictuelles puissent être plus aisément surmontées. Parmi celles-ci, on peut citer l'accueil fait au dalaï-lama par la chancelière allemande en septembre 2007, qui avait fortement irrité le gouvernement chinois. Ce dernier avait exprimé sa réprobation de la politique étrangère allemande par un gel des contacts au niveau gouvernemental et par la signature de plusieurs accords commerciaux avec la France. Une baisse des relations économiques aurait dû s'ensuivre ; les chiffres des exportations de l'Allemagne vers la Chine, qui ont augmenté de 10 % en 2007, montrent que celle-ci n'a pas eu lieu<sup>2</sup>.

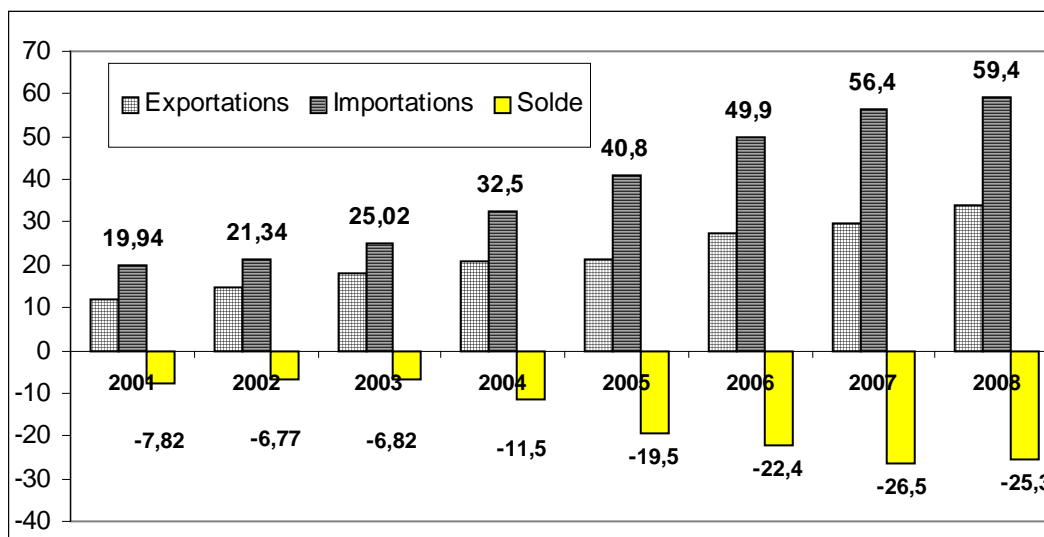
---

<sup>2</sup> Kamp Matthias, « China: Als wäre nichts gewesen », *Wirtschaftswoche*, 28 janvier 2008.

## Développement des échanges commerciaux bilatéraux

Depuis que la Chine a intégré l'OMC, ses échanges extérieurs ont augmenté de manière fulgurante. Cette évolution se reflète également dans les échanges bilatéraux avec l'Allemagne : non seulement la valeur des exportations allemandes vers la Chine a presque été multipliée par trois (de 12,2 milliards à 34,1 milliards d'euros) entre 2001 et 2008, mais la valeur des importations chinoises en Allemagne a également presque triplé (de 19,4 milliards à 59,4 milliards d'euros). La valeur des exportations chinoises, plus élevée, a contribué à l'augmentation du déficit de la balance commerciale allemande avec la Chine, qui a presque triplé entre 2001 et 2008 (de 7,8 milliards à 25,3 milliards d'euros). À partir de l'automne 2008, les retombées de la crise financière mondiale sur le commerce bilatéral ont été telles que la croissance des exportations chinoises n'a été que de 5,3 % et que les exportations allemandes vers la Chine n'ont augmenté que de 14 % par rapport à 2007 (voir schéma 1).

**Schéma 1 : développement du commerce bilatéral germano-chinois entre 2001 et 2008 (en milliards d'euros)**



Source : Statistisches Bundesamt (Office fédéral des statistiques), „Berechnungen des OAV « in OAV (dir.), *Wirtschaftshandbuch Asien-Pazifik 2008-2009*, p. 132-133 et OAV (dir.), *Wirtschaftshandbuch Asien-Pazifik 2009-2010*, p. 130-131.

Avec une part de 4,1 % des exportations totales de la Chine et de 4,9 % des importations, l'Allemagne se place au cinquième rang des pays clients et fournisseurs de la Chine<sup>3</sup>.

L'observation de la structure des marchandises montre que la structure des exportations chinoises n'est plus celle d'un pays en voie de développement : en effet, la part des produits finaux dans les exportations totales est supérieure à 90 %. Cette observation vaut également pour les exportations vers l'Allemagne, qui étaient composées à 89 % de produits finaux en 2008. Parmi ces derniers, on compte principalement les équipements de traitement de données et bureautiques avec une part de 19 %, les composants électroniques, les appareils et applications des techniques d'information, les appareils audio et vidéo et les appareils servant la production et la distribution d'électricité, qui constituent ensemble 25 % des exportations vers l'Allemagne. Outre ces produits à forte intensité de capital et de connaissances, des groupes de produits à forte intensité de travail, tels que l'habillement et le textile, avec une part de 15 %, ainsi que les jouets avec une part de 7 %, conservent une place importante au sein des exportations chinoises vers l'Allemagne<sup>4</sup>.

Cette importante proportion de biens à forte intensité de capital et de connaissances est directement corrélée à la modernisation de l'industrie en Chine et à la compétitivité croissante des produits chinois sur le marché mondial. Cette évolution a été rendue possible grâce à des processus d'apprentissage et de transferts de technologies dans le cadre de coopérations avec des entreprises étrangères, et à la sous-traitance au sein de réseaux de production régionaux et mondiaux. Les entreprises créées à l'aide de capitaux étrangers jouent un rôle central dans le commerce extérieur puisqu'elles contribuent en moyenne à 50 % des exportations, et même 80 % pour les produits high-tech.

La Chine présente un intérêt pour les exportateurs allemands essentiellement en tant qu'acheteur de machines et d'installations. 34 % du volume des biens allemands livrés en 2008 correspondaient à des constructions mécaniques. Malgré la tendance générale à la baisse des exportations allemandes vers la Chine, ces chiffres sont restés relativement stables au premier trimestre 2009 avec un recul des exportations de seulement 3,3 %<sup>5</sup>. Ce résultat s'explique notamment par les mesures de relance prises par le gouvernement

---

<sup>3</sup> Source : statistiques douanières chinoises, OAV 2009, p. 133.

<sup>4</sup> OAV (ed.), *Wirtschaftshandbuch Asien-Pazifik 2009/2010*, p. 131.

<sup>5</sup> Source : Germany Trade & Invest, « China nimmt mehr deutsche Maschinen und Medizintechnik », *Online-News*, n° 13, 15 juillet 2009, <http://www.gtai.de/DE/Content/Onlinenews/2009/13/Im1,hauptbeitrag=159912,layoutVariant=Standard,sourcetype=SE,templated=render.html>

chinois dans le but d'atténuer les effets de la crise financière mondiale par des incitations aux investissements, ayant à leur tour un impact sur les importations de machines.

Parallèlement, les statistiques internationales de répartition du commerce mondial montrent qu'en dépit d'une conjoncture internationale difficile, la Chine a su se positionner comme un concurrent mondial majeur : elle s'est hissée au cinquième rang des grandes nations constructrices de machines, derrière l'Allemagne, les États-Unis, le Japon et l'Italie, en faisant passer sa part de 7,2 % en 2007 à 8,6 % en 2008<sup>6</sup>.

---

<sup>6</sup> Source : site de la Verband Deutscher Maschinen- und Anlagenbau (VDMA) ; <http://www.vdma.org/>

## Coopération au développement et relations d'investissements

---

La coopération de développement avec la Chine a toujours été une question controversée au sein de l'opinion publique allemande, en raison notamment du système politique chinois. Cependant, tant au regard du nombre d'habitants en Chine que des fonds octroyés par des organisations multilatérales ou régionales, comme la Banque Mondiale ou la Banque asiatique de développement, le volume de la coopération bilatérale financière et technique de l'Allemagne est relativement réduit. Sur la période 1982-2008, ce montant s'est élevé à 3,281 milliards d'euros. La coopération technique prévoit de soutenir financièrement des projets de coopération au développement initiés par les fondations politiques et les églises, ainsi que le programme de sécurité alimentaire dans la province de Shandong et les services de conseil de la Société allemande de développement (Deutsche Entwicklungsgesellschaft)<sup>7</sup>. Au fil des ans, le volume a diminué et les crédits octroyés se sont rapprochés des taux d'intérêts du marché. Le volume des prestations allemandes pour l'année 2008, par exemple, s'élevait encore à 139 milliards d'euros (voir tableau 1). Si la coopération financière s'est concentrée sur le financement de projets d'infrastructures, la coopération technique a davantage mis l'accent sur des prestations de conseil dans les domaines de la formation professionnelle, de la protection de l'environnement et des réformes économiques et structurelles. Les projets soutenus dans ces différents domaines rejoignent les intérêts de la population allemande. Ainsi, la réduction des émissions de gaz à effets de serre des centrales chinoises a des effets sur les conditions climatiques au niveau mondial et en Allemagne. En outre, des entreprises allemandes ont pu prendre part à des projets de construction d'infrastructures et participer, par exemple, à la construction de systèmes de transports suburbains ou de centrales électriques.

Avec l'ascension économique de la Chine et son importance croissante sur la scène internationale, la coopération au

---

<sup>7</sup> Source : données de l'Ambassade d'Allemagne à Pékin.

NDLR : La Deutsche Entwicklungsgesellschaft est l'équivalent allemand de l'Agence française de développement (AFD).

développement avec la Chine s'est transformée en un partenariat stratégique, en vue de la résolution de problèmes mondiaux tels que la lutte contre le changement climatique et la protection de l'environnement. Avec la fin de la coopération financière allemande annoncée en 2007, la Chine, en tant que puissance régionale, devait jouer un rôle futur d'« ancre » pour les pays asiatiques voisins et rester un partenaire pour la coopération de développement : l'idée consistait principalement à transposer aux régions voisines des projets ayant réussi en Chine, éventuellement en partenariat avec cette dernière<sup>8</sup>.

Si les jalons d'une modification de la coopération germano-chinoise de développement ont été posés il y a quelques années, un débat public a été relancé lorsque le nouveau ministre de la Coopération économique et du Développement Dirk Niebel a annoncé fin octobre la suppression des prestations en matière de coopération technique – qui représentaient 28 millions d'euros au budget fédéral en 2009. La question était principalement de savoir si un géant économique comme la Chine avait encore besoin d'un tel soutien. Cependant, un tel argument négligeait le fait que la coopération technique avait permis des évolutions positives dans des domaines tels que la lutte contre le changement climatique et la protection de l'environnement

**Tableau 1 : coopération en matière de développement entre l'Allemagne et la Chine (en millions d'euros)**

Année	Coopération financière		Coopération technique
	Budget fédéral	Marchés financiers	
2001	63,9	43,4	22,5
2002	62,0	49,5	22,0
2003	50,0	13,2	20,0
2004	56,0	98,4	20,0
2005	50,0	40,0	18,0
2006	36,5	114,0	20,0
2007	50,0	102,3	17,5
2008	25,0	85,0	20,0
1982-2008	2.673,5		607,5

Source : Ministère fédéral des Affaires étrangères, Ambassade d'Allemagne à Pékin, données économiques, en date du 22 septembre 2009

<sup>8</sup> Source : site du ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung, BMZ) ; <http://www.bmz.de/>



Au-delà de la coopération bilatérale de développement, c'est également la structure des relations d'investissements qui s'est transformée ces dernières années. Les entreprises allemandes ont augmenté leurs investissements en Chine avec la libéralisation croissante du marché intérieur depuis le début des années 1990, et surtout grâce à l'ouverture de nombreux secteurs de l'économie depuis l'adhésion de la Chine à l'OMC en 2002. L'objectif était de venir à bout des barrières douanières, notamment dans les secteurs de l'automobile et des services. La stratégie des entreprises allemandes trouve également une explication classique : à travers leurs investissements, les entreprises allemandes voulaient être plus près de leur marché. Mais elles ont dû aussi tenir compte de l'orientation des flux d'investissements imposée par l'État vers certaines régions et branches de l'industrie et elles ont dû, comme d'autres investisseurs, créer au préalable des coentreprises avec des entreprises partenaires chinoises. Avec l'adhésion à l'OMC, ces obligations ont été progressivement supprimées, même si entreprises nationales et étrangères ne bénéficient pas toujours d'un traitement égal.

Le volume cumulé des investissements directs allemands en Chine s'élevait fin 2008 à environ 15,6 milliards de dollars US (voir tableau 2). Les entreprises allemandes sont principalement présentes en tant qu'investisseurs dans les secteurs qui dominent aussi les exportations vers la Chine. Une étude de la chambre de commerce allemande en Chine attribue ainsi 29 % des investissements au secteur de la construction de machines, 16 % au secteur de l'industrie automobile, 11 % à l'industrie de biens de consommation et 10 % à l'industrie chimique<sup>9</sup>.

Parmi les investisseurs les plus importants figure BASF avec 1,3 milliard d'euros d'investissements en Chine entre 2003 et 2007. Une part importante des entreprises établies en Chine (43 %) s'y sont installées ces dernières années, tandis que 20 % y sont implantées depuis déjà 10-15 ans<sup>10</sup>.

---

<sup>9</sup> Source : deutsche Aussenhandelskammer AHK.

<sup>10</sup> Schüller, Margot, « China », in : OAV (ed.), *Wirtschaftshandbuch Asien-Pazifik* 2008/2009, p. 124.

**Tableau 2 : Investissements directs allemands en Chine  
(en millions de dollars US)**

Année	Nombre de projets approuvés	Investissements réalisés	Stock cumulé
1978-2000	n.d.	6.437	6.407
2001	275	1.214	7.621
2002	272	928	8.549
2003	451	886	9.435
2004	608	1.058	10.493
2005	650	1.537	12.030
2006	n.d.	1.979	14.009
2007	n.d.	752	14.761
2008	390	900	15.661

Source : Ministry of Commerce (MOFCOM)-Informations, in : Auswärtiges Amt, Deutsche Botschaft Peking, Wirtschaftsdaten komplett, en date du 22 septembre 2009.

Remarque : les statistiques du stock des investissements directs allemands renvoient à des chiffres de statistiques chinoises divergents. Ceci s'explique par le mode de construction des statistiques : le report de tous les investissements directs vers l'étranger n'est pas obligatoire et les statistiques du stock prennent en considération les liquidations, les transferts en retour et d'autres modifications. Les statistiques chinoises se basent à l'inverse sur le volume des flux et sur les transferts nets<sup>11</sup>.

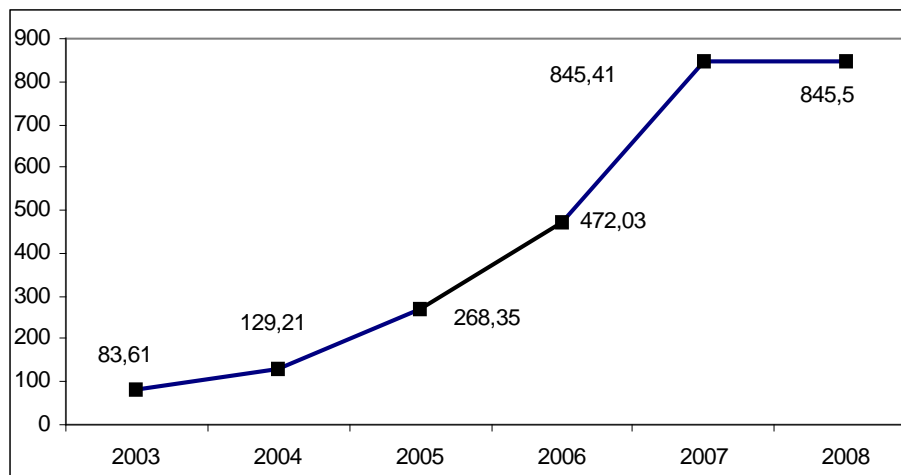
La Chine n'est pas le seul site d'investissement important pour les entreprises allemandes, qui veulent s'ouvrir le marché intérieur chinois mais aussi les autres marchés de la région. Bien plus importants encore sont les investissements des entreprises chinoises en Allemagne, dans le cadre de leur internationalisation. Au total, la croissance de l'engagement chinois à l'étranger (sans compter les investissements financiers) atteignait entre 2002 et 2007 environ 56 % par an. L'opinion publique allemande a été sensibilisée aux activités des investisseurs chinois par de spectaculaires achats, prises de participations dans des entreprises de matières premières, et rachats de célèbres marques occidentales telles qu'IBM (branche PC) et MG Rover. On peut s'attendre à ce que le processus d'internationalisation des entreprises chinoises se poursuive au même rythme que la croissance de l'économie au plan macroéconomique et que la Chine devienne l'un des investisseurs les plus importants à moyen terme. Comme dans d'autres États

<sup>11</sup> Voir à ce sujet : Deutsche Bundesbank, „Kapitalverflechtung mit dem Ausland“, in Deutsche Bundesbank, *Bestandserhebung über Direktinvestitionen*, Statistische Sonderveröffentlichung 10, April 2009, [http://www.bundesbank.de/download/statistik/stat\\_sonder/statso10.pdf](http://www.bundesbank.de/download/statistik/stat_sonder/statso10.pdf)

européens, les investisseurs chinois sont certes intéressés par l'accès à de nouveaux marchés et circuits de distributions en Allemagne, mais ils souhaitent aussi acquérir des ressources stratégiques, telles que les dernières technologies et des marques célèbres.

Outre la création de nouvelles entreprises (*greenfield*), le nombre de rachats d'entreprises allemandes par les investisseurs chinois a augmenté (*mergers & acquisitions*, M & A). D'après les statistiques M & A de la banque de données Déalogic, 22 rachats et prises de participations ont eu lieu entre 2001 et mai 2007. Ces opérations de fusion acquisition sont centrées sur le secteur de la construction de machines<sup>12</sup>. D'après les statistiques du MOFCOM, le volume total des investissements directs de la Chine en Allemagne est passé de 83,61 millions de \$ US en 2003 à 845,5 millions de \$US en 2008 (voir schéma 2).

**Schéma 2 : Les investissements directs de la Chine en Allemagne, (valeur cumulée entre 2003 et 2008, en millions de \$ US)**



Source : MOFCOM (Ministry of Commerce) (2009) :  
Statistical Bulletin of China's Outward Foreign Direct Investment, Beijing.

Malgré une série de « success stories » d'acquisitions d'entreprises à la situation financière fragile ou menacées de faillite<sup>13</sup>, les réticences de l'opinion à l'égard des investisseurs chinois sont encore nombreuses. Derrière ces réticences se cache la crainte que ces investissements par des entreprises d'État, qui représentent la grande majorité des entreprises investissant à l'étranger, importent en Allemagne visées politiques, conceptions idéologiques et

<sup>12</sup> Schüller Margot, « China », in: OAV (ed.), *Wirtschaftshandbuch Asien-Pazifik 2008/2009*, p. 105-124 ; Schüller Margot et Yun Schüler-Zhou, « Chinesische Unternehmen kaufen in Deutschland », in : *Mergers & Acquisitions, Jahrbuch 2008*, p. 18-20.

<sup>13</sup> Voir des exemples dans Schüller et Schüler-Zhou 2008, *op. cit.*

pratiques d'entreprises opaques. Une récente étude menée auprès de succursales chinoises viendrait cependant démentir cette affirmation. L'exemple de 45 des 200 succursales chinoises interrogées prouve en effet que le statut d'entreprise d'État des entreprises mères n'aurait pas obligatoirement d'influence sur les décisions opérationnelles des succursales allemandes<sup>14</sup>.

---

<sup>14</sup> Schüler-Zhou, Yun et Margot Schüller, « Decision-making Autonomy in Chinese Overseas Subsidiaries: The German Case », Manuskript. Schüller, Margot, « China », in : OAV (ed.), *Wirtschaftshandbuch Asien-Pazifik 2009/2010*, p. 105-125.

## Défis pour l'évolution future des relations économiques

---

Malgré l'évolution positive des relations économiques bilatérales pour les deux parties, il existe un potentiel de conflit dans différents domaines, sans même prendre en compte la dimension de la politique étrangère.

Au niveau du commerce extérieur, l'Union européenne a décrété des mesures anti-dumping dans le cadre de sa politique commune à l'égard de la Chine. Les entreprises allemandes, dans la mesure où elles sont soumises à de fortes taxes à l'importation de produits chinois, en subissent les effets secondaires, même si elles ne sont pas à l'initiative de ces procédures. Un exemple récent est celui des surtaxes douanières sur les vis dont les producteurs de chevilles ont besoin pour la finalisation de leur produit, et qu'ils ne produisent plus eux-mêmes pour des raisons de coût mais qu'ils reçoivent de Chine<sup>15</sup>. De manière générale, on peut constater que l'élargissement de l'UE à des pays présents sur les mêmes segments de produits que la Chine a augmenté les demandes au sein de l'UE en faveur d'un protectionnisme sur certains types de produits issus de l'industrie légère.

Les barrières qui existaient pour les entreprises allemandes sur le marché chinois ont certes globalement diminué avec la libéralisation, mais la crise financière a eu un impact négatif à l'échelle locale pour les fournisseurs allemands ; en toile de fond est apparue une incitation à une politique du « buy chinese » qui avantage les entreprises nationales au détriment des concurrents étrangers. Si on peut s'attendre à ce que ce phénomène s'apaise une fois la crise surmontée, les groupements économiques à l'échelle de l'UE redoutent une montée des tendances protectionnistes. Selon le président de la Chambre de Commerce de l'Union européenne en Chine, les barrières d'accès au marché devraient augmenter dans certains domaines et poser de sérieux problèmes. La protection des droits de propriété intellectuelle serait également insuffisante, à tel point que les entreprises européennes perdraient plus de 20 milliards d'euros chaque année en raison des obstacles en matière de

---

<sup>15</sup> Site internet du Werkzeugforum : <http://www.werkzeugforum.de/>

commerce et d'investissement<sup>16</sup>. Le piratage de produits par les entreprises chinoises compte parmi les défis que doivent relever les relations bilatérales Allemagne-Chine : il menace principalement les moyennes entreprises allemandes, malgré une amélioration du cadre juridique formel dans ce domaine. En effet, ces dernières n'ont bien souvent pas déposé leurs brevets en Chine et n'ont pas les ressources nécessaires pour se protéger d'éventuelles infractions comme le font les grands groupes allemands.

Cependant, malgré de multiples défis, le fort engagement des entreprises allemandes en Chine prouve qu'actuellement, les opportunités priment encore sur les risques. Marché florissant de biens de consommations et d'investissements, la Chine offre aux entreprises internationales compétitives des débouchés et des opportunités d'investissements. Le fait que de plus en plus d'entreprises investissent dans la recherche et le développement peut être perçu comme l'indice d'un marché en croissance, qui incite à l'adaptation et au renouvellement.

---

<sup>16</sup> EurActiv, « Europäische Manager kritisieren Abschirmung Chinas », 2 septembre 2009 ; <http://www.euractiv.de/unternehmen-und-arbeit-000315/artikel/europaische-managerkritisieren-china-002026/>

## Bibliographie

---

- Auswärtiges Amt, Deutsche Botschaft Peking, Wirtschaftsdaten komplett, en date du 22 septembre 2009, in : [http://www.peking.diplo.de/Vertretung/peking/de/Downloaddateien/en/05\\_\\_Wirtschaft/widaten\\_\\_kompakt\\_\\_download,\\_property = Daten.pdf](http://www.peking.diplo.de/Vertretung/peking/de/Downloaddateien/en/05__Wirtschaft/widaten__kompakt__download,_property=Dataen.pdf)
- EurActiv (2009), « Europäische Manager kritisieren Abschirmung Chinas », 2 septembre 2009 ; <http://www.euractiv.de/unternehmen-und-arbeit-000315/artikel/europaische-managerkritisieren-china-002026>
- Die Welt, « Grüne und Linke kritisieren Niebels China-Pläne », 30 octobre 2009, <http://weltonline.de/>
- Kamp, Matthias (2008), « China : Als wäre nichts gewesen », *Wirtschaftswoche*, 28 janvier 2008.
- MOFCOM (Ministry of Commerce) (2009) : Statistical Bulletin of China's Outward Foreign Direct Investment, Beijing.
- Schüler-Zhou, Yun et Margot Schüller (2009), « Decision-making Autonomy in Chinese Overseas Subsidiaries : The German Case », Manuskript.
- Schüller, Margot (2009) : « China », in : OAV (ed.), *Wirtschaftshandbuch Asien-Pazifik 2009-2010*, S. 105-125.
- Schüller, Margot (2003), « China – Deutschlands wichtigster Wirtschaftspartner in Ostasien », in : Margot Schüller (ed.), *Strukturwandel in den deutsch-chinesischen Beziehungen, Analysen und Praxisberichte*, Mitteilungen des Instituts für Asienkunde Hamburg, N°. 870, p. 113-129.
- Schüller, Margot (2008) : « China », in : OAV (ed.), *Wirtschaftshandbuch Asien-Pazifik 2008-2009*, p. 105-124.
- Schüller, Margot et Yun Schüler-Zhou (2008), « Chinesische Unternehmen kaufen in Deutschland », in : *Mergers & Acquisitions, Jahrbuch 2008*, p. 18-20

## Le Cerfa

---

Le Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa) a été créé en 1954 par un accord gouvernemental entre la République fédérale d'Allemagne et la France. L'Ifri, du côté français, et la DGAP, du côté allemand, en exercent la tutelle administrative. Le Cerfa bénéficie d'un financement paritaire assuré par le Quai d'Orsay et l'Auswärtige Amt ; son conseil de direction est constitué d'un nombre égal de personnalités françaises et allemandes.

Le Cerfa a pour mission d'analyser les principes, les conditions et l'état des relations franco-allemandes sur le plan politique, économique et international ; de mettre en lumière les questions et les problèmes concrets que posent ces relations à l'échelle gouvernementale ; de trouver et de présenter des propositions et des suggestions pratiques pour approfondir et harmoniser les relations entre les deux pays. Cette mission se traduit par l'organisation régulière de rencontres et de séminaires réunissant hauts fonctionnaires, experts et journalistes, ainsi que par des travaux de recherche menés dans des domaines d'intérêt commun.

Hans Stark assure le secrétariat général du Cerfa depuis 1991. Louis-Marie Clouet y est chercheur. Nele Wissmann travaille au Cerfa comme assistante de recherche et est chargée de mission dans le cadre du projet « Dialogue d'avenir ».